

Le phare zapatiste

Par Raphaël Canet et Félix Babineau

La révolte zapatiste, survenue dans la région de Chiapas au milieu des années 90, fut une source d'inspiration pour de nombreux altermondialistes à travers le monde. Du fond de la *Selva Lacandon*, ces Autochtones d'origine maya en habits traditionnels et munis de passe-montagnes ont été les premiers à défier le néolibéralisme et la mondialisation que l'on qualifiait à l'époque d'*heureuse*. Depuis les montagnes du Sud-Est mexicain, les zapatistes interpellaient l'humanité. Nous ne nous dirigeons pas vers la fin de l'Histoire et le triomphe de la démocratie libérale de marché, mais plutôt vers une longue période de turbulences, qui est le résultat de l'approfondissement des inégalités et des crises systémiques qui appelaient à se révolter.

Du fait de son histoire, de ses réalisations et de sa symbolique, le zapatisme a été le point de départ d'un nouvel internationalisme des résistances qui a notamment conduit, par exemple, aux mobilisations de Seattle contre l'Organisation mondiale du commerce (1999) et à la naissance du Forum social mondial (2001). Mais le mouvement zapatiste est d'abord un mouvement autochtone influent sur le plan politique au Mexique, qui administre aujourd'hui plusieurs territoires désormais autonomes selon le principe de la « démocratie directe communautaire ». D'autre part, le mouvement ne fait pas que critiquer le système dominant, il entend expérimenter dans la pratique une manière alternative de vivre et de s'organiser.

Selon le sous-commandant Marcos, figure de proue du mouvement, le zapatisme est un « *joyeux bordel* » où les gens cherchent à renouer des relations *privilegiées* et où chacun y trouve un aspect qui le séduit. Les zapatistes critiquent le pouvoir mais pas pour l'évincer, la pensée des zapatistes veut en réalité que le pouvoir fasse ce qu'il est censé faire et qu'il soit au service des communautés. C'est le rejet du *pouvoir-sur*, qui n'est que domination, pour favoriser le *pouvoir-faire*, qui ouvre la voie de l'émancipation.

Quelles inspirations pouvons-nous puiser du mouvement zapatiste et comment ce « *joyeux bordel* » peut-il nous guider sur les chemins de traverse du hors système? C'est ce que nous verrons dans les pages suivantes en partant des origines du mouvement zapatiste pour voir ensuite comment, en fonction des aléas de la lutte politique et de la dynamique locale-globale, s'est développée à la fois une conception *enracinée* et pratique de la politique, ainsi qu'une nouvelle offensive symbolique visant rien de moins que le retournement de l'Histoire.

Les racines du mouvement zapatiste

Le mouvement zapatiste est né au Chiapas, l'un des États les plus pauvres du Mexique. Les taux d'analphabétisme, de malnutrition, de mortalité infantile, de maladies infectieuses et respiratoires y sont encore les plus élevés du pays, notamment à cause d'une carence d'équipements domestiques de base, comme l'électricité et l'eau potable. S'y est historiquement développée une société fortement inégalitaire où une oligarchie très conservatrice et raciste, la « famille chiapanèque », avait accaparé, depuis le 19^e siècle, la terre et exploitait les paysans essentiellement autochtones qui y vivaient, appelés les *peones acasillados*, des journaliers qui habitaient dans la demeure du grand propriétaire et qui étaient soumis à une quasi-servitude, travaillant en échange de jetons qu'ils ne pouvaient dépenser qu'à la boutique du maître.

La modernisation des années 1970-80 n'a fait qu'accentuer les inégalités déjà présentes depuis plus d'un siècle, car la construction de barrages hydroélectriques a eu pour effet de réduire encore davantage les terres disponibles pour les populations autochtones. Ajoutons à cela le passage à l'élevage extensif, nécessitant de grands espaces au détriment de l'agriculture vivrière, qui a généré des tensions entre les éleveurs, pour la plupart métis, et les agriculteurs, essentiellement autochtones.

À partir des années 1970 les luttes paysannes se sont de plus en plus affirmées. En octobre 1974, le Congrès indigène de San Cristóbal, capitale culturelle du Chiapas (nommée ainsi en l'honneur de Bartolomé de Las Casas, prêtre dominicain qui s'était porté à la défense des peuples autochtones), rassemble 1230 délégués provenant de diverses communautés mayas de la région (Tzotzils, Tzeltals, Chols, Tojolabals...). Ce congrès constitue une étape importante dans la prise de conscience des Autochtones à l'égard de leur potentiel politique. À partir de ce moment, le rassemblement des différentes composantes autochtones autour de revendications communes prend tout son sens. Elle est d'ailleurs clairement soulignée par un délégué Tzetzal : « *C'est à nous tous d'être le nouveau Bartolomé : nous y parviendrons lorsque nous serons capables de défendre notre organisation, car l'union fait la force.* » (Baschet 2019).

L'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) va ensuite naître de la convergence de trois différents courants. Tout d'abord, l'action pastorale des communautés religieuses inspirées par la théologie de la libération. En défendant « *l'option préférentielle pour les plus pauvres* » et en prônant « *l'auto-organisation des opprimés* », suite à la réunion du Conseil épiscopal latino-américain de Medellín (Colombie) en 1968, l'Église latino-américaine a joué un rôle important dans la prise de conscience des peuples autochtones et leur organisation. Ensuite, le travail des militants politiques maoïstes provenant du centre et du nord du Mexique qui se sont rassemblés sous l'organisation *Línea Proletaria* pour défendre la cause du peuple, avec parfois des objectifs et des stratégies contradictoires. Et, finalement, le processus d'organisation autonome des communautés autochtones elles-mêmes, en réaction à ces influences externes, afin de construire le mouvement sur leurs propres bases, plus locales et traditionnelles. Ce travail de convergence va porter fruits puisque c'est durant ces années que le système des *fincas* (de

vastes propriétés rurales appartenant à une famille) sera progressivement démantelé afin de laisser place à une plus grande répartition des terres communales. Le nombre de terres gérées sous le système de propriétés collectives traditionnelles attribuées à un groupe de paysans (les *ejidos*) passe de 948 à 2072 et leur superficie totale passe de 20 % à plus de 50 % des terres du Chiapas (Baschet 2019).

L'EZLN est fondé le 17 novembre 1983, par une dizaine d'Autochtones et de Métis dans un campement de la Selva. À l'origine, L'EZLN reste isolée dans la montagne, sans appui des communautés de la région. Puis, avec l'augmentation des actes de répressions de la part du gouvernement et des gardes blanches, structure paramilitaire de polices privées des grands propriétaires terriens, les guérilleros en viennent à offrir une protection aux communautés. En 1986, l'EZLN compte 12 membres et est intégré en tant que groupe armé dans une communauté pour la première fois. Entre 1988 et 1989 le groupe s'agrandit rapidement et passe de 80 à 1300 membres pour atteindre plusieurs milliers au début des années 1990.

Au départ, les zapatistes adoptent une politique de lutte pacifique, mais à partir de 1992 ils optent pour le soulèvement armé. Cette radicalisation du mouvement ne fait cependant pas l'unanimité et des milliers d'Autochtones quittent leurs communautés afin d'échapper aux conséquences d'une guerre non-désirée. Le 1^{er} janvier 1994, l'EZLN s'empare de San Cristóbal et d'autres communautés environnantes, avant de se retirer pacifiquement à l'arrivée de l'armée mexicaine le lendemain. Ce coup d'éclat, combiné à des mobilisations intensives de portée internationale, comme la tenue de la *Rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme* (1996), vont forcer le gouvernement à négocier et cela aboutira à la signature des Accords de San Andrés sur les droits et la culture autochtone, en février 1996.

Cependant, le président mexicain alors en exercice, Ernesto Zedillo, mais aussi ses successeurs, refuseront de procéder aux réformes constitutionnelles indispensables pour mettre en œuvre ces accords. Ce qui mène à un arrêt des négociations et, par le fait même, du processus de paix. Le gouvernement mexicain choisit donc la manière forte et cela occasionne des déplacements forcés, de dimensions importantes, de populations autochtones. Plus de 10 000 personnes sont chassées de leurs maisons et de leurs terres par la répression. Le Massacre d'Actéal, où quarante-cinq Tzotzils sont assassinés le 22 décembre 1997 frappe l'imaginaire.

Les revendications zapatistes : du national au local

À l'origine, les principales revendications des zapatistes, énoncées dans la première Déclaration de la Selva Lacandoná, datée de 1994, visaient à « *modifier la forme du gouvernement en vertu du pouvoir reconnu au peuple souverain* », à destituer le dictateur Carlos Salinas et à mettre en place toute une série de réformes en matière de conditions de travail, d'accès à la terre et au logement, de souveraineté alimentaire, de santé et d'éducation, de démocratie, de justice et de paix, mais aussi d'autonomie et de liberté. Ces demandes étaient adressées à l'État mexicain et visaient une réforme constitutionnelle globale. Cependant, à cause du blocage du processus de paix et face au manque de volonté des élites

politiques nationales de céder à ces revendications et d'enclencher les changements structurels nécessaires, les zapatistes se sont progressivement recentrés sur une échelle plus locale.

Deux moments décisifs ponctuent cette inflexion dans la stratégie zapatiste. Le premier est la *Marche de la dignité indigène* qui fut organisée du 25 février au 5 avril 2001. Durant ces deux semaines, 24 émissaires de l'EZLN ont traversé le pays sur 3 000 kilomètres, mobilisant à chaque étape des dizaines de milliers de sympathisantes et sympathisants sur les places publiques, pour arriver à la ville de Mexico afin d'exiger du président Vicente Fox que les Accords de San Andrés entrent dans la constitution mexicaine et que le dialogue de paix soit relancé. Il faut dire que la victoire de M. Fox aux élections présidentielles de l'automne 2000 (même si la posture politique de ce dernier était très peu favorable aux revendications zapatistes), avait donné quelques espoirs aux partisans et partisanes d'une réforme politique au Mexique. En effet, pour la première fois en 71 ans, le quasi parti-État, au nom si paradoxal de Parti Révolutionnaire-Institutionnel (PRI), perdait les élections présidentielles au profit du Parti d'Action Nationale (PAN). Cependant, malgré l'appui populaire manifeste et l'emphase médiatique mise sur le mouvement, cette marche fut un échec. Les trois conditions qui étaient exigées pour relancer le processus de paix (libération des prisonniers politiques, démilitarisation du Chiapas et vote de la loi sur le droit et la culture autochtone) n'ont pas été satisfaites. Le sous-commandant Marcos déclarait alors par voie d'un communiqué que « *l'obstination de la classe politique est évidente, Nous, les peuples indiens, nous n'irons plus frapper aux portes pour supplier que l'on nous écoute et que l'on nous prenne en compte. Nous ne baisserons jamais la tête devant les politiques, nous n'accepterons plus les humiliations et les tromperies* » (Tamayo et Cruz 2003, 106).

Le second moment est l'*Autre campagne*, lancée quelques mois avant les élections présidentielles mexicaines de juillet 2006. Il s'agissait alors de mener, sous la forme d'une nouvelle marche à travers le pays, une offensive politique, mais non-électorale, visant à promouvoir les droits des peuples autochtones, et plus largement des différents groupes opprimés dans tout le pays, tout en dénonçant l'incapacité du système en place et des partis politiques, dont celui du progressiste Andrés Manuel López Obrador alors maire de Mexico et candidat aux élections présidentielles pour le Parti de la Révolution Démocratique (PRD), à satisfaire les revendications des mouvements sociaux. Il s'agissait de lancer un mouvement « *depuis la base et pour la base* », « *d'en bas et à gauche* », pour fédérer les contestations en dehors du système partisan. Ces différentes tentatives infructueuses de rassembler les forces de contestations pour peser sur le système politique national et d'améliorer les conditions de vie des populations autochtones et défavorisées du pays, vont mener les zapatistes à développer une conception *enracinée* et pratique de la politique au niveau local.

Même si les communautés zapatistes conservent un mode de vie assez traditionnel et centré sur l'agriculture, elles ont aussi développé une conception de la démocratie très avant-gardiste et qui s'inscrit en rupture avec la tradition autochtone, mais aussi avec le système politique dominant. En effet, les populations mayas vivaient traditionnellement dans un système où une seule personne détenait localement le pouvoir et devait veiller sur la communauté. Cette personne était toujours un « ancien »

(gérontocratie masculine) et les femmes étaient exclues du processus décisionnel (Le Bot 1997). Ce n'est qu'à partir de janvier 1993, avec la création du Comité clandestin de résistance indigène (CCRI), que les communautés autochtones se sont ouvertes par la force des circonstances à la démocratie représentative puisque les décisions prises par ce comité affectaient plusieurs peuples de la région du Chiapas. Il fallait donc permettre à des membres de chacune de ces composantes du mouvement en émergence, et notamment des femmes, de participer à la prise de décision collective. Le CCRI est donc formé de « commandants » et de « commandantes » de chacun des peuples du Chiapas et il oriente la politique de l'EZLN.

Selon les zapatistes, la démocratie se construit « *par le bas et avec tous* », elle consiste en l'exercice du pouvoir « *par les gens, en tout temps et en tous lieux* » (Chapdelaine 2010). Le jeu électoral et la joute partisane pour la conquête du pouvoir ne sont pas, pour les zapatistes, les éléments les plus importants de la démocratie puisque, selon eux, l'organisation politique doit être à la base de tous les processus sociaux. L'idéal et la pratique démocratiques doivent irriguer l'ensemble de la vie quotidienne et c'est ainsi que la politique peut se muer en force de transformation, et non en force de conservation de l'ordre existant.

Depuis 2003, l'organisation politique du territoire du Chiapas insurgé, qui est à peu près grand comme la Belgique, se structure autour de trois paliers : les communautés (ou villages), les communes autonomes (environ 27) rassemblant des dizaines de villages et cinq grandes zones autonomes gérées par les Conseils de bon gouvernement. Comme le souligne Jérôme Baschet, « *l'expérience des Conseils de bon gouvernement confirme le souci de construire de nouvelles structures de pouvoir politique. Dès lors, on proposera de définir celles-ci comme des formes non étatiques de gouvernement, c'est-à-dire des modalités d'autogouvernement dans lesquelles la séparation entre gouvernants et gouvernés tend à se réduire autant qu'il est possible* » (Baschet 2014, 29). À chaque niveau il y a des assemblées et des représentants élus. Dans le village, c'est l'*agente municipal* (le représentant du village), élu pour des mandats de 2 ou 3 ans, qui est chargé d'organiser la vie dans la communauté à travers une assemblée et de faire le lien entre le village et les instances communautaires. La commune et la zone doivent assurer le bon fonctionnement et l'autonomie du territoire, et encourager l'émergence de nouvelles pratiques démocratiques afin de défendre les valeurs zapatistes au sein d'une population évaluée à plusieurs centaines de milliers d'Autochtones. Elles développent aussi toute une structure éducative (des centaines d'écoles ont été créées) et des infrastructures permettant de satisfaire les besoins de base des populations.

Le retournement de l'Histoire

Les changements politiques et sociaux imposés par le mouvement zapatiste s'inscrivent d'abord et avant tout à l'échelle locale, mais ces transformations se situent aussi, depuis leurs origines et encore aujourd'hui, en résonance avec le contexte global. En fait, l'organisation locale autonome apparaît comme un puissant message de résistance face au projet uniformisant imposé par la mondialisation néolibérale. Elle s'inscrit en réaction à la nouvelle carte socio-géographique du monde et surtout prend

le contre-pied des thèses du choc des civilisations en vogue durant les années 1990 mais toujours cruellement en vigueur, qui se représentaient le monde comme un vaste ensemble fracturé en quelques méga-aïres civilisationnelles en conflits. Or dans l'intuition zapatiste, qui est aujourd'hui très féconde pour penser la vie collective hors système, le monde ne serait ni unifié, ni fragmenté en quelques blocs antagonistes, il consisterait plutôt en un enchevêtrement d'une multitude de mondes qui se développeraient *en-dedans, en-dehors*, dans un *entre-deux* par rapport au système imposé. Le zapatisme inspire et s'inspire à la fois de la critique décoloniale et surtout de la *pensée frontalière* développée par des intellectuelles *chicanas* comme Gloria Anzaldúa :

La « pensée frontalière » constitue la réponse épistémologique des subalternes face au projet eurocentrique de la modernité. Au lieu de rejeter la modernité pour se retirer dans un absolutisme fondamentaliste, les épistémologies frontalières redéfinissent la rhétorique émancipatrice de la modernité à partir des cosmologies et épistémologies subalternes, localisées dans le pôle opprimé de la différence coloniale, afin de la mettre au service d'une lutte de libération décoloniale visant à construire un monde au-delà de la modernité eurocentrée. La « pensée frontalière » produit donc une redéfinition de la citoyenneté, de la démocratie, des droits de l'homme, de l'humanité et des relations économiques, en se déprenant des définitions étroites imposées par la modernité européenne. La « pensée frontalière » n'est pas un fondamentalisme antimoderne, elle est une réponse décolonisatrice transmoderne du sujet subalterne face à la modernité eurocentrique. (Grosfoguel 2010, 133-134)

Dans le contexte actuel, où l'idée de Progrès traverse de profondes crises du fait des conséquences sociales et écologiques de la civilisation industrielle (Chabot 2008), cette critique de la modernité occidentale et de sa propension hégémonique (impérialiste?) est de plus en plus en vogue. En témoigne le récent roman de Laurent Binet, *Civilizations* (2019), récipiendaire en 2019 du Grand prix du roman de l'Académie française. Puisant à l'imaginaire fertile de Carlos Fuentes, Binet construit son œuvre sur une hypothèse audacieuse : et si la modernité occidentale avait été éclipsée par le culte du Soleil? À partir de là, *Civilizations* devient le surprenant roman du retournement du monde. Il propose une subtile et érudite réécriture de l'histoire de la Renaissance au conditionnel, nous invitant à redécouvrir cette foisonnante période de transition entre le Moyen-Âge européen et les Temps modernes à partir du si... Si les Vikings avaient poussé plus au Sud que le Vinland. Si Colomb n'était jamais revenu de Cuba. Si, finalement, c'étaient les Incas puis les descendants des Mayas qui avaient conquis l'Europe... Quelle trajectoire aurait pu prendre l'Europe et le monde si la modernité occidentale ne s'était pas imposée, si le Nord n'avait pas conquis le Sud? Face au faisceau des conjectures, l'auteur choisit celle de l'hybridité, que plusieurs ont déjà placée au cœur de l'*américanité* (Canclini 2010). Ainsi, c'est par le biais d'une improbable discussion entre Montaigne, Cervantès et El Greco, que Binet nous livre sa pensée profonde :

[...] bientôt nous serons tous les descendants des vainqueurs et des vaincus. Les premiers enfants, fruits des deux mondes, sont déjà des hommes et des femmes accomplis, aujourd'hui : notre souverain Chimalpopoca, fils de Cuauhtémoc et de Marguerite de France, est notre Adam. Marguerite Duchicela, fille d'Atahualpa et de Maria d'Autriche, est notre Ève. Le roi de Navarre Tupac Henri Amaru, fils de Jeanne d'Albret et de Manco Inca, le duc de Romagne Enrico Yupanqui et ses huit frères et sœurs, fils et filles de Catherine de Médicis et du

général Quizquiz, sont aussi français ou italiens qu'ils sont incas ou mexicains. L'infant Philippe Viracocha, fils de Charles Capac et de Marguerite Duchicela, héritier du trône d'Espagne et roi des Romains, est notre Abel des temps nouveaux. Atahualpa aura été notre Énée : Énée était-il romain? Peut-être, après tout, sommes-nous les Étrusques des Incas et des Mexicains (Binet 2019, 366-367).

C'est dans cette perspective symbolique (romantique?) forte qu'il convient d'appréhender la nouvelle offensive médiatique des zapatistes. Dans leur *Déclaration pour la vie*, lancée le 1^{er} janvier 2021 « aux peuples du monde et aux personnes qui luttent sur les cinq continents », les zapatistes ont annoncé leur intention d'envoyer une délégation d'une centaine de personnes (composée aux trois-quarts de femmes) sur les cinq continents, en commençant par l'Europe, pour partager leur expérience et surtout faire des liens entre les multiples formes de lutte et de résistance au modèle dominant. Car, par-delà la multitude des situations, des luttes et des visions du monde, un terreau commun fédère cette immense diversité des résistances et une fois encore, comme en 1994, les zapatistes entendent agir à titre de catalyseur symbolique, non pour prendre la direction d'un mouvement mondial ou d'une nouvelle Internationale aux mains d'intellectuels organiques en mal de vocation, mais bien pour insuffler un nouvel élan à cette mouvance altermondialiste, à cette multitude d'initiatives, d'expérimentations et de luttes concrètes qui chaque jour, ici et ailleurs, construit dans les interstices du système de petits espaces de liberté et d'utopie.

Faire nôtres les douleurs de la terre : la violence contre les femmes, la persécution et le mépris contre les différentEs dans leur identité affective, émotionnelle, sexuelle; l'anéantissement de l'enfance; le génocide contre les peuples originaires; le racisme; le militarisme; l'exploitation; la spoliation; la destruction de la nature.

Comprendre que le responsable de ces douleurs est un système. Le bourreau est un système exploiteur, patriarcal, pyramidal, raciste, voleur et criminel : le capitalisme.

Savoir qu'il n'est pas possible de réformer ce système, ni de l'éduquer, de l'atténuer, d'en limer les aspérités, de le domestiquer, de l'humaniser.

S'être engagé à lutter, partout et à toute heure – chacunE là où on se trouve – contre ce système jusqu'à le détruire complètement. La survie de l'humanité dépend de la destruction du capitalisme. Nous ne nous rendons pas, nous ne nous vendons pas, nous ne titubons pas.

Avoir la certitude que la lutte pour l'humanité est mondiale. De même que la destruction en cours ne reconnaît pas de frontières, de nationalités, de drapeaux, de langues, de cultures, de races, la lutte pour l'humanité est en tous lieux, tout le temps.

Avoir la conviction que nombreux sont les mondes qui vivent et qui luttent dans le monde. Et que toute prétention à l'homogénéité et à l'hégémonie attente à l'essence de l'être humain : la liberté. L'égalité de l'humanité se trouve dans le respect de la différence. C'est dans sa diversité que se trouve sa ressemblance.

Comprendre que ce n'est pas la prétention d'imposer notre regard, nos pas, nos compagnies, nos chemins et nos destins qui nous permettra d'avancer, mais la capacité à écouter et à regarder l'autre qui, distinct et différent, partage la même vocation de liberté et de justice (EZLN 2021a).

Et c'est ainsi que l'Escadron 421, autrement appelé l'escadron maritime zapatiste, a débarqué à Madrid le 13 août 2021, monté sur un char allégorique en forme de caravelle, avec un message surprenant. Ils n'étaient pas là pour revendiquer, condamner ou dénoncer, mais plutôt pour écouter.

[...] nous ne venons pas apporter des recettes, imposer des visions et des stratégies, promettre des avenir radieux et instantanés, des places pleines de monde, des solutions immédiates. Nous ne venons pas non plus vous inviter à des unions merveilleuses. Nous venons vous écouter (EZLN 2021b).

Écouter ceux qui luttent au sein d'un système-monde qui, il y a un peu plus de 500 ans, s'était imposé avec force génocidaire aux peuples des Amériques. Un système-monde auquel les ancêtres de ces zapatistes colorés qui paraient ironiquement dans la capitale espagnole ont résisté très difficilement, mais dont la mémoire subsiste encore aujourd'hui dans la résistance zapatiste.

[...] nous avons appris que les graines s'échangent, se sèment et grandissent au quotidien, sur leur propre sol, avec les savoirs de chacun.

Le lendemain ne se prépare pas dans la lumière. Il se cultive, se protège et prend naissance dans les ombres insaisissables du petit matin, quand la nuit commence à peine à céder du terrain.

Les tremblements de terre qui secouent l'histoire de l'humanité commencent par un « ça suffit » isolé, presque imperceptible. Une note discordante au milieu du bruit. Une fissure dans le mur (EZLN 2021b).

La résistance doit aussi venir de nous. C'est peut-être ce que peut encore nous apprendre le zapatisme, comme un phare qui plonge ses racines dans les terres ancestrales des luttes autochtones pour nous guider, à notre rythme et selon nos moyens, vers nos propres utopies émancipatrices.

Biographies

Raphaël Canet est professeur au Département de Sociologie du Cégep du Vieux Montréal.

Félix Babineau est finissant en sciences humaines du Cégep du Vieux Montréal, et entame ses études à l'École des Sciences de la Gestion de l'UQAM.

Références

Baschet, Jérôme. 2019. *La rébellion zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire*. Paris : Flammarion.

- Baschet, Jérôme. 2014. « Autonomie, indianité et anticapitalisme : l'expérience zapatiste », *Actuel Marx* 56 : 23-39.
- Binet, Laurent. 2019. *Civilizations*. Paris : Grasset.
- Canclini, Nestor G. 2010. *Cultures hybrides. Stratégies pour entrer et sortir de la modernité*. Québec : PUL.
- Chabot, Pascal. 2008. *Après le progrès*. Paris : PUF.
- Chapdelaine, Monique. 2010. *La fonction démocratique du mouvement zapatiste, du soulèvement armé à l'autre campagne, mémoire de maîtrise*. Département de sociologie, UQAM.
- Cormier, Gilles. 2004. « La rébellion des sans-visage : analyse de l'émergence du mouvement zapatiste au Chiapas », *Sociologie et sociétés* 36(7) : 229-245.
- EZLN. 2021a. *Une Déclaration pour la vie*, 1^{er} janvier. En ligne : <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/2021/01/01/declaration-commune-dune-partie-de-leurope-den-bas-et-de-larmee-zapatiste-de-liberation-nationale/> (Page consultée le 10 octobre 2021).
- EZLN. 2021b. *Paroles des peuples zapatistes*, 13 août. En ligne : <https://enlacezapatista.ezln.org.mx/2021/08/19/paroles-des-peuples-zapatistes/> (Page consultée le 10 octobre 2021).
- Grosfoguel, Ramón. 2010. « Vers une décolonisation des « uni-versalismes » occidentaux : le « pluri-versalisme décolonial », d'Aimé Césaire aux zapatistes », dans : A. Mbembe (Dir.), *Ruptures postcoloniales : Les nouveaux visages de la société française*, pp. 119-138. Paris : La Découverte.
- Marceau, Stéphane G. 2006. « Le mouvement autochtone mexicain à l'heure du dixième anniversaire des Accords de San Andrés », *Sens public*. En ligne : <http://sens-public.org/articles/327/> (Page consultée le 24 septembre 2021).
- Marcos, Sous-commandant et Yvon Le Bot. 1997. *Le rêve zapatiste*. Paris : Seuil.
- Morin, Claude. 2014. « Les zapatistes 20 ans plus tard », *Relations* (771) : 8.
- Tamayo, Sergio et Cruz, Xóchitl . 2003. « La marche de la dignité indigène », *Le Mouvement Social* 202(1) : 95-111.